

Problèmes politiques Canada et Québec d'André Bernard,
Ste-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1993, 178 p.

Guy Lachapelle

Number 26, Fall 1994

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/040365ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/040365ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1189-9565 (print)

1918-6592 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lachapelle, G. (1994). Review of [*Problèmes politiques Canada et Québec* d'André Bernard, Ste-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1993, 178 p.] *Revue québécoise de science politique*, (26), 210–214.
<https://doi.org/10.7202/040365ar>

Problèmes politiques Canada et Québec.

de André Bernard, Ste-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1993, 178 pages.

L'intérêt de cet ouvrage repose en bonne partie sur la position épistémologique adoptée par l'auteur et plus particulièrement sur son analyse de l'apport de la science politique à la compréhension des problèmes de notre époque et de la société québécoise. D'entrée de jeu, il affirme que la science politique n'a ni les outils théoriques, méthodologiques et même financiers pour trouver des solutions à certains problèmes contemporains. L'essence de la science politique tient à son avis dans la critique des faits sociaux, une critique qui vise essentiellement à évaluer et soupeser les arguments en présence. L'auteur affirme même qu'il existe dans la science politique québécoise un certain sectarisme et des chapelles qui font en sorte que le facteur déterminant des interprétations et analyses proposées par les politologues relève uniquement de leurs paradigmes, opinions et attitudes complaisantes.

Malgré tout, André Bernard estime que dans le cycle de l'activité gouvernementale, l'identification des problèmes et un examen rapide de ces derniers constituent déjà des jalons importants vers des analyses plus poussées. C'est à cet exercice qu'il se livre. Selon lui, cinq problèmes majeurs sont

au centre de la vie politique québécoise et canadienne : la crise de légitimité des institutions politiques, les finances publiques, les politiques sociales, les changements démographiques au Québec et le combat de nombreux Québécois et Québécoises en faveur de la création d'un État français nord-américain. Il faut d'abord croire que l'ordre de présentation de chacun de ces enjeux constitue pour l'auteur un choix délibéré, une hiérarchisation des problèmes des sociétés québécoise et canadienne.

Tout d'abord, la crise de légitimité des institutions parlementaires pourraient d'ici peu amener les gouvernements à adopter des politiques qui refléteront davantage les divers courants de cette fin de siècle. Plusieurs symptômes ou indicateurs témoignent de cette crise : la résistance à l'impôt, le travail au noir et l'insatisfaction générale à l'endroit du pouvoir politique. Les facteurs à l'origine de cette crise sont multiples : la monocratie électorale a remplacé la démocratie parlementaire, des finances publiques mal en point, la récession, les changements démocratiques, la surcharge du système politique et le désarroi idéologique. La multiplicité des explications indiquent donc que nous sommes en face d'un problème complexe. De l'avis de l'auteur aucune de ces explications n'est tout à fait satisfaisante et cette crise ressemble à bien d'autres crises. Si on ne sait pas précisément comment de telles crises naissent, on sait encore moins comment elles disparaîtront ou si elles seront remplacées par d'autres.

Même chose en ce qui concerne la crise des finances publiques. Les données statistiques sont, selon Bernard, souvent trompeuses et elles ont des limites importantes surtout lorsque l'on parle de déficit et de dette publique. Il estime que toutes les explications proposées à l'égard de la croissance des dépenses publiques nous ramènent au clientélisme et à l'électoratisme des gouvernements, l'inflation budgétaire bureaucratique et la fuite devant l'impôt. Quant aux solutions, elles se résument essentiellement au désengagement de l'État et à la réorientation de l'activité étatique. Ici encore, les remèdes restent à trouver.

Par ailleurs, poursuit-il, le Québec est une société bloquée. Les manifestations de cette situation sont évidentes

dans les secteurs des politiques sociales, de la main-d'œuvre, de la sécurité de revenu et de la santé. Le secteur social est piégé par un certain immobilisme des gouvernements, dans un état permanent de non-décision. Pourquoi? Parce que «les modèles rationnels... surestiment d'une part la capacité de quantifier les éléments quantifiables de la vie politique et, d'autre part, la possibilité pour les autorités d'imposer un choix optimal» (95). La société québécoise serait donc aux prises avec l'hyperpluralisme, les groupes de pression réussissant à convaincre les gouvernements que l'inaction demeure la meilleure solution. Le meilleur gouvernement n'est-il pas celui qui gouverne le moins?

Autre problème majeur de la société québécoise : les changements démographiques. Le vieillissement de la population, l'immigration, le renouvellement des générations, les taux de natalité et de fécondité, la «survivance» des francophones en Amérique du Nord, voilà autant de sujets à l'agenda public. Que doivent faire les gouvernements? Ici aussi les choix sont déchirants et ne peuvent se faire sans une volonté gouvernementale de solutionner ces problèmes. Les alternatives demeurent cependant limitées ou tamisent des intérêts particuliers.

Finalement, sur le plan constitutionnel, le Québec fait face à un phénomène qui d'après André Bernard n'est pas nouveau : «les fédérations connaissent toutes la même évolution : le renforcement de leurs organes "centraux". À la longue, ce renforcement en vient à nier les principes qui avaient présidé à la formation de la fédération» (142). Nul ne doute que dans le système politique canadien, les provinces sont des entités «subordonnées» au pouvoir central et dans ce contexte l'affrontement politique ne fait que souligner l'incapacité des fédéralistes à trouver une solution décentralisée. Toutefois, pour le professeur Bernard, les forces souverainistes au Québec contribuent au maintien d'un fédéralisme centralisateur ou à tout le moins donnent une justification à ceux qui militent en faveur du renforcement des pouvoirs fédéraux. L'indépendance du Québec ne devient-elle pas alors la seule voie acceptable pour le peuple Québécois? L'auteur hésite à franchir ce pas, mais souligne toutefois que le paradoxe demeure.

Pour le lecteur qui cherche des solutions aux maux qui affligent nos sociétés et minent la vie de nos concitoyens, cet ouvrage apportera peu de réconfort. L'auteur estime dès les premières pages du livre que la recherche de solutions est une quête presque impossible, puisqu'on ne peut identifier clairement les causes de nos difficultés de société. Indirectement, il va même jusqu'à laisser sous-entendre que la science politique est d'un maigre secours dans la recherche de solutions : «les politicologues», écrit-il en bout de piste, «attachent une grande importance aux paroles, aux textes et autres manifestations des attitudes, des opinions et comportements» (174). Bernard s'impose une contrainte philologique majeure : comme il appuie son analyse uniquement sur la lecture des textes, celle-ci demeure tributaire des diverses visions qui parsèment toute société, y compris la société québécoise. Rien d'étonnant dès lors à ce que le diagnostic qu'il nous offre sur les maux qui affligent les sociétés québécoise et canadienne revienne à nier l'existence de toute rationalité objective dans la décision politique.

Que les politiciens choisissent rarement la bonne solution est une opinion; de là à dire que les faits qu'on leur présente sont rarement objectifs ou demeurent teintés d'une aura partisane — ou pour employer un concept à la mode, qu'ils ne constituent que des déconstructions de la réalité — est une tangente qu'aucun spécialiste de l'analyse des politiques ne doit emprunter. Si les politicologues sont incapables de trouver des solutions aux maux qui affligent nos sociétés, à qui faut-il confier la tâche? Aux politiciens? Certainement pas. De l'avis de l'auteur, le discours politique est fondé sur l'utilisation de sophismes dont le seul objectif est de convaincre l'électeur.

La quête de solutions et d'alternatives devrait nous amener à chercher au-delà des discours. Il existe d'ailleurs d'autres méthodes ou approches fort valables dans le champ de l'analyse des politiques que l'auteur ne mentionne pas. Les approches quasi-expérimentales ont donné des résultats probants, surtout au niveau de l'analyse des programmes et politiques publiques, résultats qui vont au-delà de la simple analyse des attitudes. L'évaluation de la faisabilité politique, économique et sociale des politiques constitue également un

outil d'analyse qui dépasse les simples interprétations. Ces approches sont certes au fait des limites de la science politique mais cherchent davantage à identifier les principales lacunes ou biais qui peuvent fausser les interprétations.

La route de la scientificité est encore longue, surtout en science politique. L'ouvrage d'André Bernard peut semer le doute chez certains quant à la capacité de la science politique à trouver des solutions. Il devrait plutôt nous convaincre de la nécessité de développer des instruments, des méthodes ou des approches mieux adaptés à la compréhension des phénomènes contemporains.

Guy Lachapelle
Université Concordia